

Allocution de M. François Mitterrand, Président de la République, notamment sur la stratégie économique industrielle et sociale du gouvernement face à la concurrence internationale, Figeac, place Vival, lundi 27 septembre 1982.

Mesdames et messieurs,

- Mes chers compatriotes,

- Je viens vous parler de la France et de ce que nous allons faire ensemble pour la servir. Nous ne sommes pas les spectateurs d'un drame mondial qui nous dépasse. Nous sommes les acteurs d'une France résolue à redevenir l'une des nations fortes du monde. Et nous n'avons besoin pour cela, ni de la nostalgie de ceux qui ne rêvent que du passé ou de revanche, ni de la résignation, ce sont souvent les mêmes, de ceux qui attendent toujours, qui ont toujours attendu des autres la solution de nos problèmes.

- Bref, les Français n'ont pas à faire le gros dos sous l'orage. Ils ont à l'affronter debout, sûrs d'eux-mêmes, volontaires. Qui a jamais dit que l'on reconstruirait en un mois, en un an une économie en chute libre depuis bientôt dix ans. Après tout lorsqu'on me demande, il est légitime qu'on le fasse, de compenser telle défaillance, de rétablir tel équilibre, de mieux préparer l'avenir, j'ai toujours envie de répondre : si cela avait été déjà fait je n'aurais pas besoin de le faire.

- L'oeuvre accomplie dans la première année, a transformé de fond en comble les moyens du pays de prendre en charge son destin. Permettez-moi de rappeler la décentralisation. Qu'est-ce que la décentralisation, mot barbare. Ce sont les responsabilités tout simplement, les responsabilités réparties entre les citoyens. La possibilité donnée à chacun et d'abord à ceux que le peuple a choisi, ou ceux qui représentent les grandes organisations, professionnelles et syndicales de déterminer eux-mêmes, là où ils sont, là où ils vivent et là où ils travaillent, ce qui est bon pour leur pays. C'est la plus grande réforme institutionnelle survenue dans l'équilibre de la France depuis le début du siècle. Ce n'était pas si facile. Cela commence tout juste à entrer dans les faits et d'avoir à mes côtés le président de la région Midi-Pyrénées `Alex Raymond`, le président du conseil général du Lot, le maire de Figeac `Martin Maluy`, donne du poids à ces paroles. Nombreux sont aussi les élus. Je les vois qui se trouvent devant moi. Ils savent bien que depuis la loi de décentralisation qui sera étendue au-cours des prochains mois, le visage de la France est en-train de changer.\

Elargissement du secteur public, ce que l'on appelle comme cela d'un mot un peu rapide les nationalisations. Comme c'était difficile à faire comprendre, à faire admettre qu'il existait d'immenses secteurs industriels surtout où il n'y avait plus d'investissements, où la France n'était plus compétitive ou bien elle l'était mais au bénéfice d'un seul groupe jouissant d'une situation de monopole, écrasant l'initiative, empêchant la concurrence. Nous nous sommes dotés, avec le secteur public industriel venu grossir les rangs des entreprises déjà nationalisées en 1945, nous nous sommes dotés d'un instrument de puissance qui nous permet, déjà, de savoir mieux où diriger notre entreprise française, où faire l'effort pour que partout notre industrie porteuse de l'esprit d'invention, de création et d'imagination des Français soit en mesure d'être victorieusement comparée dans tous les pays du monde.

- Et si nous avons nationalisé le crédit c'est aussi parce qu'il fallait bien que l'ensemble des

banques fût en mesure de soutenir l'effort. Oh, cela n'a pas été facile, il est certainement dans cette assemblée des chefs d'entreprises, petites et moyennes qui d'abord ont souffert d'une concurrence égoïste et de caractère monopolistique, mais qui ont souffert du fait que le crédit leur a été dispensé avec tant d'avarice qu'ils n'ont pas été en mesure de produire comme ils l'auraient pu.

- L'ensemble du secteur industriel et du secteur bancaire aujourd'hui appartenant au vaste plan que nous mettons en place, voilà autant d'instruments qui feront que le gouvernement d'aujourd'hui va pouvoir avec votre concours engager une deuxième phase de son action qui s'appelle tout simplement : la reconquête. Mais aussi la réduction des inégalités.\

Enfin, de quelle situation avons-nous hérité. Quoi, est-il acceptable de demander l'effort de la nation en s'adressant toujours aux mêmes ? Quoi, depuis l'ère industrielle, faut-il toujours demander aux plus faibles d'apporter le principal du sacrifice et si aujourd'hui je demande, comme c'est nécessaire, à la nation tout entière de s'assembler et d'accepter la rigueur de l'effort, cela ne sera possible, retenez-le bien, que si nous sommes en même temps capables de corriger les injustices, de demander plus à celui qui a plus et de demander moins à celui qui possède si peu. Aucune démarche nationale ne serait acceptable sans que cette condition fût posée. Et c'est ce que nous avons fait. Nous l'avons fait de telle sorte que nous avons provoqué ici ou là quelques protestations, mais je sais bien que dans l'immense masse de notre peuple, on comprend les choix, l'orientation, la volonté des pouvoirs publics.

- Oh, j'aperçois ici un certain nombre de mots d'ordre que j'épouse profondément : sauvons l'emploi. Je les ai dit moi-même et je les redirai. Il est juste et légitime de lutter contre le chômage et j'ai participé dans un passé récent avec le maire de cette ville à des combats de cette sorte pour des entreprises de ces lieux. J'entends poursuivre cette action et lorsqu'on sait ce qu'était le rythme du chômage en France depuis déjà sept ans ou huit ans ralenti par l'action du gouvernement, mais pas assez encore, ralenti tout de même et lorsqu'on sait de quelle façon étaient mises en péril les conquêtes sociales de cette première année par la menace constante, pesante de l'inflation, de la hausse des prix et lorsqu'on sait qu'au-cours des cinq, six ou sept dernières années l'inflation voyageait entre dix et quatorze pour cent de hausse chaque année, alors que nos principaux concurrents parvenaient à descendre aux alentours de six, cinq, quatre et même trois pour cent, comment s'étonner ensuite des difficultés d'un commerce extérieur qui portait déjà un déficit de soixante milliards en francs constants dans l'année 1980. Oui, si cela avait été fait, nous n'aurions pas à le faire. Et nous n'avions pas à accepter que les avantages acquis, que les avantages récemment conquis par la volonté des forces populaires fussent à nouveau dévorés par un système qui porte à détruire en toutes circonstances, un système qui porte à détruire les fruits du travail de chacun. Et oui, il n'est pas supportable, croyez-le, pour le pays et pour chacun d'entre vous de s'en tenir là.\

Oh, c'était commode de vivre de cette façon, c'était même pour un certain nombre d'entreprises qui n'en pouvaient mais, une façon de supporter leur endettement que de se dire après tout l'inflation m'aidera. Il y avait deux sortes de moratoires pour les entreprises en péril surendettées : l'inflation ou la faillite, et moi je ne veux pas choisir entre la faillite et l'inflation. Ma préoccupation est que l'esprit d'initiative pour chacune des entreprises, grandes ou petites ou moyennes comme il en existe tant dans cette région Midi-Pyrénées, que l'ensemble de ces entreprises puisse échapper aux trois menaces du moment : l'alourdissement de leurs charges, la lourdeur des taux d'intérêts et la surcharge de leur endettement financier. C'est dans ces trois directions que je demande au gouvernement d'agir pour dans le courant de 1983, écartier ces trois menaces.

- Oh, je sais qu'il est difficile parfois, lorsqu'on représente ce mouvement populaire qui s'est affirmé victorieux en mai 1981, de disposer de la confiance de ceux qui ont toujours douté, qui ont toujours cru que l'offensive et la volonté des socialistes, de la gauche, c'était de mettre tout en carte, de bureaucratiser, d'étatiser, d'étouffer l'initiative, d'empêcher de penser : légende et calomnie. Responsable de la France, placé au plus haut rang par la confiance des Français, j'entends que chacun, que chacune d'entre vous soit en mesure de s'assumer, de voir ses

responsabilités s'accroître, de disposer de ses chances, de n'être jamais retenu, empêché, étouffé par l'organisation sociale. Je crois à la valeur de l'individu. Mais je sais que le plus faible sera toujours écrasé si la puissance publique, issue de la volonté populaire, n'est pas là pour le défendre pour soutenir ceux qui produisent, ceux qui inventent et ceux qui créent, et pour faire avancer d'une même pas l'ensemble des Français. C'est aussi pour réduire bien des inégalités de caractère moral que nous avons mis l'accent sur ce que l'on appelle les droits nouveaux des travailleurs `lois Auroux`. Cette législation existe dans la plupart des démocraties d'Occident, nous l'avons rassemblée dans une loi, dans plusieurs lois, qui permettront à chaque membre de l'entreprise, chefs d'entreprises ou travailleurs de la base, cadre moyen, cadre supérieur, de se sentir tous associés dans la réussite commune, à la condition que chacun, là où il se trouve, partage les -fruits du bénéfice commun.\

L'élan puissant, bouillonnant, de cette première étape a naturellement eu comme effet secondaire une "surchauffe" de notre économie, surtout dans un univers en pleine crise £ pays développés au cran d'arrêt, pays du tiers monde en faillite. Car il se produit sur la scène internationale, ce qui se produit chez nous : l'endettement, les taux d'intérêt, ai-je dit tout à l'heure, les difficultés du crédit, après un excès d'abondance et qui font que, aussi bien dans les relations entre les pays en voie de développement et les pays industriels que dans les relations internes de la France, le problème de l'endettement se pose comme l'une des explications principales de la crise.\

Alors cet effort, la responsabilité restituée aux citoyens, le secteur public élargi, instrument mis à notre disposition pour gagner la bataille de la compétition internationale, la réduction des inégalités exigeaient, pour ne pas être finalement rongé par le cancer de l'inflation, exigeait une réaction immédiate, qui peut paraître même brutale, du gouvernement. Oh, je sais que ce qui a été demandé à beaucoup, et particulièrement aux salariés, représente pour eux un grave problème, une grande difficulté. Je sais que si le salaire se trouve aujourd'hui dans son ensemble affronté à ces difficultés, le revenu disponible des ménages, c'est-à-dire ce qui reste pour consommer, pour épargner après qu'on ait perçu le revenu, après qu'on ait payé l'impôt, mais aussi payé la cotisation sociale, perçu la prestation, contrairement à ce qui est l'idée généralement répandue à plaisir, ce revenu disponible des ménages n'est passé au-dessous de zéro qu'une seule année, en 1980. En 1981, ce revenu s'est accru naturellement par une fiscalité différencielle et par une politique sociale également différencielle à l'avantage des plus faibles, en 1981 de près de 2 % et sera encore bénéficiaire en 1983.\

L'essentiel de notre tâche, c'est que pour ne pas perdre ce modeste avantage, pour résister aux offensives qui se font jour de toutes parts, l'essentiel de notre tâche maintenant c'est, par votre accord et avec votre accord, dans-le-cadre d'un blocage `salaires` qui doit bien entendu cesser à la date prévue, soit aménagée une sortie de blocage qui n'est pas notre seul objectif, mais qui représente une indispensable étape pour développer la confiance et pour que la preuve étant faite, que pour la première fois depuis 1973, l'inflation ayant été cassée, la confiance revenant entre les différentes parties du corps social, nous soyions en mesure de bâtir un contrat, des contrats par voie donc de la discussion, du dialogue entre le gouvernement et les représentants de l'ensemble des forces vives du pays. En sortir de telle sorte qu'ayant cassé l'inflation, nous soyions d'accord pour en interdire le retour et, que dis-je, au-delà des 8 % prévus dans une première étape d'aller hardiment vers un taux plus bas £ pourquoi pas 6 % ? pourquoi pas 5 % ? Etant bien entendu que, si les prix ne montent pas plus que les salaires, ce qui est toujours, vous le savez bien, à redouter, étant entendu que si tout va de pair, chacun y gagnera tandis que notre -entreprise commune, la France, dont je viens vous parler, afin de savoir ce que nous allons faire ensemble pour la servir, afin que la France redevienne ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : un pays fort, prospère, capable d'appliquer les forces de son génie dans tous les domaines où elle le souhaitera.\

Mon propos se ramènera à quelques idées simples, comment dirai-je ? deux seulement ! La première, résister £ la deuxième, conquérir.

- Résister à l'intérieur même de notre pays, résister au laisser-aller, à l'incurie, au doute, résister aux affrontements inutiles, aux provocations stériles et dangereuses. Résister au chômage

aux affrontements inutiles, aux provocations stériles et dangereuses. Résister au chantage, résister à tout ce qui corrompt notre effort national et d'abord résister aux entraînements de ceux qui se refusent à participer aujourd'hui à l'effort auquel je vous appelle tous. Assurément, lorsque je parle aux Français, j'ai d'abord là celles et ceux d'entre eux qui, au-cours de ces années, m'ont accompagné sur la route escarpée qui nous a permis, à force de conviction, d'être approuvés par les Français. Bien entendu, lorsque je m'adresse à vous, j'assemble celles et ceux qui ont partagé l'espérance, qui se sont sentis plus forts de la victoire de mai 1981, mais il faut que l'on sache bien que pour moi la loi est la même pour tous. Que la République est la demeure de tous, que nul n'est refusé, aucun de ceux qui nous conteste ne doit rester à la porte s'il désire entrer avec nous. Non pas dans notre conviction politique, mais dans notre construction commune. Nul n'est exclu ni refusé. Et rien ne s'expliquerait de ce que j'ai moi-même engagé, si les exclus de la société n'étaient à nouveau reçus, ne se sentent chez eux, eux qui sont toujours appelés à sauver la patrie dans les moments de guerre & eux qui sont toujours appelés à fournir le travail et l'effort sans jamais prévoir la juste récompense ou même la simple part qui leur revenait. Comment ne comprendrais-je pas celles et ceux qui n'ayant pas partagé mes espoirs, ni les combats que j'ai menés, craindraient aujourd'hui, par je ne sais quel retour des choses, de ne pas se sentir chez eux en France, de ne pas se sentir comme chacun des mes amis les plus proches, fraternellement unis sous la conduite du Président de la République.\

C'est pourquoi j'attache peu d'importance, mesdames et messieurs, aux excès de langage qu'un certain nombre de démagogues, mais n'offense pas qui veut, s'acharnent, de semaine en semaine, à nous faire entendre `allusion aux propos de M. Michel Poniatowski qui, au-cours du conseil national du PR à Courbevoie, le 25 septembre, a déclaré que "la France est gouvernée par une association de charlots" et a qualifié M. François Mitterrand de "super-charlot". Le pays ne se laissera pas entraîner vers les extrémismes auxquels on le convie, et je sais que bien des citoyennes et bien des citoyens républicains et démocrates qui condamnent notre action, qui ne se reconnaissent pas en elle, qui contestent nos objectifs, qui votent contre nous, qui sont cependant tout autant que les autres, nos frères et nos amis au service de la patrie, je sais que celles-là, que ceux-là, qui ont la fibre de la patrie et l'amour de la République, souffrent de ces excès, les refusent et rejoignent notre peuple dans le rejet de tout excès. Je n'en dirai donc pas davantage sinon pour vous dire, mesdames et messieurs, oui qu'il faut résister à cet entraînement.\

De même qu'il faut savoir résister dans l'Europe au retour des égoïsmes et particularismes qui mettent aujourd'hui en danger cet admirable construction. Oui moi je suis européen de conviction, mes votes sont toujours allés dans ce sens, et cependant aujourd'hui responsable de la France, je ne puis demeurer aveugle à tous les manquements qui risquent de rendre caduques des progrès réalisés au-cours du dernier quart de siècle. Je le disais tout à l'heure, dans une autre ville, quand je vois la principale entreprise américaine de télécommunications disposant d'une colossale puissance prendre en-compte `projet d'accord` la première entreprise européenne, je parle d'ATT, l'entreprise américaine et de Philips, l'entreprise européenne, quand on voit que le marché commun peut, à ce point, se laisser conquérir par des puissances extérieures et détruire sa propre substance, je dis que l'Europe n'a pas le droit d'accepter davantage de se soumettre aux injections de l'extérieur. Pas davantage il n'est acceptable quand on a tant de peine à défendre notre élevage, la production de viande, la production de lait & quand on voit contester la -défense par l'Europe des productions végétales méditerranéennes, quand on voit la carence du marché des fruits et des légumes de l'horticulture, de la viticulture, pas davantage il n'est acceptable de voir l'Europe se coucher devant les injonctions de ceux qui font entrer sans conditions et sans taxes particulières le soja, les tourteaux `oléagineux` et le reste.\

On me disait à Montauban, il faut construire une industrie agro-alimentaire française. Eh oui, il faut la construire, savez-vous ce qu'il faut construire pour résister, mesdames et messieurs, une simple énumération : il a fallu que ce gouvernement décide d'un plan de la machine-outil parce que l'industrie de la machine-outil seule en mesure de nous permettre de vendre autre chose que des matières premières, n'existait quasiment plus en France. Savez-vous qu'il nous a fallu faire un plan de plus, mais cette fois-ci non pas au bénéfice des intérêts privés, pour la sidérurgie, plan

difficile et douloureux dans la crise européenne et la crise mondiale. Savez-vous qu'il nous a fallu faire un plan textile qui est en-train de sauver ce qui pouvait l'être dans une perte générale, savez-vous qu'il nous faut faire un plan automobile, faute d'avoir prévu à temps les investissements nécessaires. Savez-vous qu'il nous faut restaurer, et à partir de rien, une industrie du bois, nous le pays le plus forestier d'Europe et qui importe au point que tout ce qui relève du bois est notre deuxième poste déficitaire après le pétrole, savez-vous qu'il nous faut construire une industrie du cuir, nous qui disposons des troupeaux et des matières premières les plus considérables. Savez-vous qu'il nous faut enfin construire et ma liste n'est pas limitative une industrie agro-alimentaire, nous qui sommes les plus grands pays producteurs agricoles du monde. Savez-vous qu'il nous faut déjà penser à soutenir la grande industrie moderne, à partir de laquelle on pourra aborder le 21ème siècle avec des chances non seulement de surmonter les périls rencontrés mais aussi d'installer la France parmi les trois premiers pays industriels du monde de l'électronique, je suis allé au Japon pour cela. Et partout déjà surgissent dans combien de nos petites villes des initiatives privées qui nous permettront de soutenir l'effort public afin de faire de l'industrie électronique l'un des piliers de notre renaissance. J'ai donné l'ordre que soient lancés des grands travaux pour soutenir travaux publics et bâtiments, 4 milliards tout de suite dont la moitié pour les économies d'énergie, 4 milliards à la fin du premier trimestre 1983, dont la moitié encore pour les économies d'énergie. Si cela avait été fait, nous n'aurions pas à le faire. Certes, nos devanciers ont connu leurs difficultés. Les deux chocs pétroliers dus à l'accélération du prix du pétrole et le troisième que nous supportons aujourd'hui, dû à l'augmentation du dollar. Tout cela crée des conditions d'environnement qu'il est difficile de surmonter. Il fallait donc s'attaquer au coeur même de notre économie, refuser de se diriger vers la seule solution jusqu'à lors acceptée, celle de la faiblesse et de l'abandon. Oui, notre industrie, mesdames et messieurs, était en-train de se vendre, elle était en-train de se vendre au plus grand capital international et je suis parfois bien triste de constater que plutôt que de voir la nation prendre en main les destinées de l'industrie lorsque c'est nécessaire, certains préfèrent que cette même industrie soit internationale. J'accepte les conséquences de la compétition, je ne suis pas protectionniste. Nous serons riches et forts, prospères dans la mesure où nous saurons accepter la concurrence. C'est vrai que c'est parfois difficile à soutenir, lorsque l'on constate les assauts contre notre monnaie `franc` bien que la hausse des prix ait baissé de plusieurs points, bien que le chômage ne soit infléchi, bien que notre croissance, quoique faible, ait été supérieure à celle de la plupart des pays de l'Europe des Dix `CEE`. Oui tout cela est difficile, mesdames et messieurs, mais cela ne sera dominé par nous tous, vous que j'appelle à m'aider pour servir la France, que si après avoir su résister nous saurons conquérir.

Résister sur-le-plan international lorsque viennent de l'extérieur des interventions inacceptables - et qui n'ont donc pas été acceptées - pour nous dire "vous allez vendre ceci" mais vous n'allez pas vendre cela, à ceux-ci parce qu'ils s'appellent des Russes. "Vous ne vendrez pas du matériel et vous n'achèterez pas de gaz tandis que nous vendrons librement notre blé. Vous ne pouvez pas soutenir votre industrie électronique mais nous grâce-aux achats soviétiques, nous allons subventionner nos producteurs du middle west". Eh oui, la France est un pays libre, c'est un allié loyal. Dès le premier jour, j'ai dit que la France serait fidèle à ses alliances, qu'elle n'accepterait aucune menace ici ou là, que déjà elle dénonçait l'accumulation des armes sur le sol de l'Europe, quelle devait affirmer sa capacité propre de défense mais aussi sa capacité d'être dans une alliance défensive capable d'assurer la sécurité collective. Il n'y aura aucune faiblesse, aucun manquement mais cela doit être compris comme une alliance entre pays libres et souverains. Toute erreur qui serait commise sur ce terrain comme sur les autres verrait l'affirmation non seulement du Président de la République française mais aussi du tout un peuple. La France a pour elle une grande histoire, elle est capable de l'assumer. Non seulement pour une génération, la vôtre ou celle de vos enfants mais à travers les siècles, à travers le temps qui vient. Cela dépend de nous, mesdames et messieurs, et c'est pourquoi je vous disais que je viens vous parler de la France et de ce que nous allons en faire ensemble pour la servir. J'ai dit résister et je dis conquérir. Maintenant que les grands pôles industriels sont devenus parties intégrantes de la

collectivité nationale `nationalisation`, maintenant que nos régions, nos départements, nos communes peuvent, maîtresses d'elles-mêmes, prendre la mesure de leur responsabilité `décentralisation`, maintenant que la lutte contre les inégalités paralysantes ouvre à chaque Français la certitude de pouvoir travailler pour lui-même, pour sa famille, pour les siens, où faut-il diriger nos efforts ? Mesdames et messieurs, si aujourd'hui les plus puissantes nations industrielles du monde sont elles-mêmes en crise profonde, elles le doivent au fait de n'avoir pas su prévoir l'arme maîtresse qui s'appelle tout simplement la formation des hommes, la formation des femmes, l'équipement humain, cette merveilleuse ressource humaine dont dispose la France et sans quoi nous ne ferons rien. C'est pourquoi, dans les débats âpres et difficiles du budget, j'ai demandé, dès le point de départ, que quatre budgets fussent accrus, en dépit de la nécessité où nous nous trouvons de limiter à 3 % de notre produit intérieur brut `PIB` le déficit budgétaire, ce qui fait que la France aujourd'hui, avec la Grande-Bretagne, est le pays industriel du monde qui a le moindre déficit budgétaire. N'écoutez pas ceux qui vous trompent. Il a fallu naturellement serrer la vis, il a fallu veiller à tout, il a fallu rogner sur des dépenses parfois bien nécessaires mais j'ai demandé qu'en dépit de cette orientation quatre budgets fussent accrus : le budget de la recherche, le budget de la culture, le budget de l'éducation nationale et le budget de l'industrie c'est-à-dire et ce n'est, pas un pari c'est une volonté, c'est-à-dire que la volonté de la France celle que j'exprime en son nom est de prendre position sur la capacité de créer, de transformer, d'inventer sur toutes les formes de libération humaine non seulement individuelle mais aussi collective, sur les chances d'épanouissement qui se trouveront davantage au pays là où l'on vit et là où il faudrait enfin pouvoir travailler afin d'y demeurer et de s'y enraciner soi-même et les siens. Je veux dire les enfants si souvent conduits à quitter la maison natale, le sol, la commune, le département, la région pour aller battre la semelle sur le carreau des villes. \

Oui, il faut conquérir pour la génération qui vient tout ce qui servira à son épanouissement. Et quelquefois ce que j'ai appelé le socialisme à la française, je n'en fais pas une bible. Je dois exprimer toute les volontés saines de la nation. Il en est d'autres. Ah, cette diversité, ce pluralisme comme j'y tiens. Le pluralisme des pensées, des philosophies, pluralisme spirituel, les idéologies, le moyen de les exprimer. Ah, comme je veux que la France reste en sa profondeur aussi diverse et colorée, contraire, non pas contradictoire, ah, comme j'aime ceux qui me contestent dès lors que je trouve avec eux le langage commun de ceux qui veulent servir la France et qui l'aiment. Rien ne se refait, rien n'a jamais été fait, rien ne sera fait sous mon autorité qui puisse en quoi que ce soit altérer cette diversité.

- Alors on s'en donne les moyens. Je vous ai rapporté ceux d'hier. Nous allons faire adopter une loi industrielle dans-le-cadre du 9ème Plan, ce Plan dont je parlerai demain à Toulouse afin de montrer de quelle façon s'harmonise un plan régional et le plan national. Nous allons participer à plein à cette révolution scientifique qui va permettre une révolution intelligente grâce-à de prodigieuses machines génératrices elles-mêmes d'emplois nouveaux, la possibilité de former des intelligences, de former des capacités intellectuelles et manuelles, de créer un nouveau bouillonnement des initiatives. Je crois que nous avons tout en main. Il existe ici et là des machines qui désormais expriment la mémoire et le jugement des hommes `ordinateurs`. Il ne faut pas en avoir peur. Il faut simplement prévoir, en même temps que leur avènement, les formes nouvelles du travail qui feront qu'au bout du -compte il y aura plus d'emplois partagés avec un plus vrai et juste temps libre, c'est-à-dire une vie non dévorée par le travail mais consacrée suffisamment au travail pour qu'il reste le temps d'épanouir la personne. \

Mesdames et messieurs, mes chers concitoyens cette force d'entraînement, nous allons la mettre en oeuvre. Je demande aux Françaises et aux Français de retrouver, s'ils l'ont jamais perdu, le grand élan des moments forts de leur histoire. Ils n'ont pas affaire à des dirigeants et à un Président de la République qui s'attarde à tourner la tête sur les divisions de la veille. Nous cherchons les réconciliations et les rassemblements d'aujourd'hui et de demain, mais dans la loyauté aux promesses lancées, qui doivent rester promesses tenues, c'est tout ce que je demande, mesdames et messieurs. N'écoutez pas, mais vous n'écoutez pas, celles et ceux qui oublient, comment dirai-je, l'esprit des institutions qu'ils ont eux-mêmes fondées et qui assurent, c'est une de leur qualité parmi quelques défauts, qui planent sur eux, et qui assurent sérénité

C'est une de leur qualité parmi quelques défauts, qui n'en a pas, et qui assurent pérennité, constance, durée à ce que le peuple a choisi.

- Me voilà devant vous, heureux d'être avec vous, heureux de me retrouver avec les Français et me voilà en charge de la France et je vous dis, comptez sur moi, comptez sur moi pour tenir bon, sans la moindre colère, sans la moindre rancune, ayant pour métier d'oublier ce qui pourrait choquer mes oreilles mais aussi ayant de l'énergie à revendre pour le service de la France dont je suis venu vous parler.

- Vive la République, Vive la France !\